

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et Plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 15 août 2024

Zoom : La région LATAM traverse une 2^e « décennie perdue » selon la CEPALC.

Dans son rapport du 13 août 2024, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a souligné que la région LATAM traverse sa deuxième « décennie perdue » en termes de croissance économique, avec un taux de croissance moyen de 0,9 % entre 2015 et 2024, nettement inférieure au 2 % observés durant la première « décennie perdue » des années 1980.

Pour 2024, la commission a révisé ses prévisions de croissance régionale à +1,8 % g.a, soit 0,3 point de pourcentage en dessous des prévisions originales de +2,1 % g.a. Cette révision à la baisse est attribuée à une conjoncture internationale incertaine due au ralentissement de l'économie américaine et à la décélération de la croissance chinoise, aux faibles prix des matières premières, ainsi qu'à des taux d'intérêt restant élevés.

Le secrétaire de la commission, José Manuel Salazar-Xirinachs, a averti que si la région ne met pas en place des réformes structurelles profondes, elle risquerait de connaître une troisième « décennie perdue ». Pour le moment, la prévision de croissance pour 2025 est estimée à 2,5 % mais reste sous réserve d'ajustements significatifs pour inverser la tendance actuelle.

La faible croissance économique a également entraîné une stagnation du PIB par habitant et une diminution du taux de croissance de l'emploi. Entre 2014 et 2023, le nombre de personnes employées a connu une croissance de 1,3 %, soit un tiers de celle observée dans les années 1970, tandis que la productivité du travail cette année est inférieure à celle enregistrée en 1980. Pour pallier ces difficultés, Salazar-Xirinachs recommande de renforcer les politiques de développement productif, et de mettre en place des réformes du marché du travail.

La CEPALC souligne également les risques climatiques auxquels la région est exposée. Ainsi, si des investissements adéquats ne sont pas réalisés, la région pourrait perdre jusqu'à 43 M d'emplois d'ici 2050.

En termes de prévisions économiques par pays pour 2024, la République dominicaine (+5,2 % g.a), le Venezuela (+5 % g.a) sont parmi les plus performants, tandis que la Colombie (+1,3 % g.a) et Cuba (+0,5 % g.a) figurent parmi les pays à la croissance la plus faible. Haïti et l'Argentine sont les seuls pays enregistrant une contraction économique cette année, avec des baisses respectives de -3 % g.a et -3,6 % g.a.

Bolivie

Chute des Exportations de Lithium.

Les exportations de carbonate de lithium ont chuté au premier semestre de 2024, atteignant seulement 50,6 tonnes pour 520 317 USD, principalement vendues à la Chine.

Cette baisse est significative par rapport aux années précédentes, où les exportations avaient atteint 202,1 tonnes en 2023 et 433,5 tonnes en 2022. Le prix moyen du lithium exporté a également fortement diminué, passant de plus de 80 000 USD par tonne en 2022 à environ 9 731 USD en 2024. La production a été limitée par des problèmes techniques dans les installations d'extraction. Pour remédier à cette situation, Yacimientos de Litio Bolivianos (YLB) prévoit de signer des accords avec des entreprises chinoises pour investir jusqu'à 700 M USD dans de nouvelles technologies d'extraction, afin d'accélérer la production.

Baisse de 18,1 % des exportations de gaz au premier semestre.

Entre janvier et juin 2024, les exportations de gaz naturel de la Bolivie ont chuté de 18,1 % par rapport à la même période en 2023, passant de 1 071,6 M de dollars à 877,4 M de dollars.

Cette baisse continue pour le troisième mois consécutif. Un plan de réactivation et un accord avec le Brésil visent à stimuler la production, qui a fortement diminué au cours de la dernière décennie.

Colombie

La croissance économique atteint + 2,1 % g.a au T2 2024.

L'économie colombienne a enregistré une croissance de 2,1 % g.a au T2 2024, soutenue par l'agriculture (+10,2 % g.a) et l'administration publique (+4,8 % g.a).

Cependant, certains secteurs ont connu des contractions notables, à savoir le secteur extractif (-3,3 % g.a), celui de l'information et des communications (-1,9 % g.a) ou le secteur manufacturier (-1,6 % g.a). La construction de

bâtiments a également chuté de 2,8 %, complétant quatre trimestres consécutifs de déclin.

Le taux d'investissement demeure dans le rouge, poursuivant son recul pour atteindre 14,2 % du PIB, ce qui constitue un niveau préoccupant pour la croissance future.

Baisse des bénéfices d'Ecopetrol au T1 2024 en raison de la dépréciation du peso et de la hausse de la fiscalité.

Au premier trimestre 2024, Ecopetrol, la compagnie pétrolière nationale, a enregistré une baisse de 24,2 % de ses bénéfices, passant de 2,4 Md USD à 1,8 Md USD.

Cette contraction significative résulte de trois principaux facteurs : i) la dépréciation du peso colombien de 600 COP/USD au cours du premier semestre, ayant impacté les résultats à hauteur de 846 M USD ; ii) l'augmentation des prix des carburants ; iii) l'alourdissement de la fiscalité pesant sur les entreprises.

En effet, la réforme fiscale mise en œuvre par l'ancien ministre des Finances, José Antonio Ocampo, a conduit à une augmentation du taux d'imposition effectif d'Ecopetrol, qui s'est établi à 42,4 % au deuxième trimestre 2024, contre 38,6 % à la même période l'année précédente. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de la surtaxe sur l'impôt sur le revenu, portée de 10 % à 15 % pour les entreprises opérant dans les secteurs de l'extraction de houille et de pétrole brut, en raison de l'ascension des prix du baril de Brent.

En juin, la production manufacturière baisse de 4,8 % g.a.

Selon le Département National des Statistiques (DANE), la production manufacturière aurait enregistré une baisse de 4,8 % g.a en juin 2024, confirmant le repli observé en mai (-3,6 % g.a).

La diminution de 63,9 % g.a de la production de véhicules automobiles a été le principal facteur de ce déclin, réduisant la variation totale de 0,6 point de pourcentage. Les ventes du secteur ont également chuté de 4,4 % g.a, tandis que l'emploi a reculé de 1,9 % g.a. Plus largement, 30 des 39 secteurs industriels ont vu leur production réelle se contracter sur la

période de janvier à juin. Par ailleurs, la région de Barranquilla a été la plus touchée, avec une baisse de 8,2 % g.a de sa production manufacturière.

Le déficit projeté de 3 Md USD en 2025 est critiqué par le Bureau du Contrôleur Général.

Le Bureau du Contrôleur général de la République a annoncé, ce mercredi, un déficit projeté de 3 Md USD dans le Budget général de la Nation 2025.

Ce déficit impactera de prime abord les ressources d'investissement, qui devraient être réduites de 17,4 %, passant de 25,6 Md USD en 2024 à 21 Md USD en 2025 mais également les ressources des secteurs du logement et de l'agriculture. En parallèle, les dépenses de fonctionnement devraient augmenter de 6,2 %, atteignant 84 Md USD. **Selon les estimations officielles, les dépenses totales de l'État atteindront 134 Md USD en 2025, en hausse de 3,9 % par rapport à 2024.** Ces dépenses seront réparties entre les dépenses de fonctionnement, le service de la dette (28,8 Md USD) et les investissements.

Le Bureau du Contrôleur a également exprimé des préoccupations concernant les recettes identifiées par le Budget, les qualifiant d'incertaines et les suspectant de nuire à l'exécution du budget.

Equateur

Fitch Ratings maintient la note de l'Equateur à CCC+.

Mercredi 14 août, l'agence de notation Fitch Ratings a maintenu la note de l'Équateur à CCC+ en raison des risques économiques persistants.

Malgré des excédents de balance courante et un accès aux financements multilatéraux soutenant la liquidité extérieure, les incertitudes politiques, les antécédents de remboursement défaillants ainsi que les restrictions sur le financement gouvernemental et les faibles perspectives de croissance limitent la stabilité macroéconomique du pays.

Fitch anticipe qu'un nouveau programme avec le FMI pourrait améliorer l'assainissement budgétaire et réduire les risques à court terme, mais les perspectives de retour de l'Équateur sur le marché des obligations de dette extérieure restent incertaines.

La Banque Centrale met en garde contre l'usage illégal des crypto-monnaies.

Banque centrale de l'Équateur (BCE) a émis un avertissement concernant l'utilisation illégale des crypto-monnaies comme moyen de paiement dans le pays.

La BCE a précisé qu'elle porterait plainte auprès du bureau du procureur général en cas de détection de transactions utilisant des crypto-actifs. Cette mesure vise à prévenir les risques associés à la forte volatilité des crypto-monnaies, qui peuvent entraîner des pertes financières importantes. Par ailleurs, la Banque Centrale a mis en garde contre les risques de volatilité liés au trading des crypto-monnaies, pouvant entraîner des pertes substantielles.

Guyana

Déficit de main d'œuvre qualifiée approximé à 100 000 personnes.

Le pays fait face à un déficit de main-d'œuvre qualifiée de plus de 100 000 personnes, principalement en raison de la rapide expansion du secteur pétrolier et gazier.

Le ministre des Affaires étrangères, Robert Persaud, a souligné que ce manque de personnel qualifié, pousse les entreprises à recruter à l'étranger. Pour y remédier, le gouvernement guyanien, en collaboration avec le secteur privé, a organisé un salon de l'emploi à New York, destiné à attirer les talents de la diaspora.

Pérou

Les exportations péruviennes ont augmenté de 7,2 % entre au premier semestre 2024.

D'après l'Association des Exportateurs (ADEX), au cours du premier semestre de l'année, les exportations péruviennes ont totalisé 33 Mds USD, soit une croissance de 7,2 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Les exportations traditionnelles ont enregistré la plus forte croissance (10,4 %), en raison de l'augmentation des ventes à l'étranger dans le secteur minier, où le cuivre et l'or se distinguent. La Chine a été la principale destination de ces produits, suivie par l'Inde, le Japon, le Canada et les États-Unis. Pour sa part, le président de l'ADEX, Julio Pérez, a exprimé son inquiétude face à la baisse de 1 % dans le secteur non traditionnel, due à la diminution des exportations de vêtements, de pêche pour la consommation humaine, de métallurgie, d'exploitation minière non métallique, de bois et d'hydrocarbures. D'autre part, l'entité a indiqué que la balance commerciale du premier semestre s'est soldée par un excédent de 7,5 Mds USD. Les importations, quant à elles, se sont élevées à 25,5 Mds USD sur la période.

Le gouvernement officialise l'imposition sur les services des plateformes numériques.

Le pouvoir exécutif a finalement officialisé la règle qui oblige les plateformes numériques domiciliées à l'étranger qui fournissent des services aux résidents du Pérou, comme Netflix ou Spotify, à payer 18% de l'Impôt Général sur les Ventes (IGV).

Le ministre de l'économie, José Arista, a évoqué qu'il existe d'autres services qui seront affectés par cette norme, comme ceux de la plateforme Airbnb, dans lesquels l'entreprise facture aux propriétaires ainsi qu'aux consommateurs finaux, jusqu'à présent sans avoir été affectés par l'IGV. De même, il a indiqué que le Conseil des Ministres a approuvé un décret selon lequel les personnes qui vendent des actions ou des titres en dehors de la Bourse de Lima (BVL) disposent d'un mois pour régulariser le paiement de l'Impôt sur le Revenu. Avec ces règles, José Arista a estimé qu'environ 215 M USD pourraient être collectés en un an.

Suriname

Le Suriname est prêt à investir 1,8 Md USD dans son premier projet pétrolier.

Le Suriname, mené par la compagnie publique Staatsolie, s'apprête à investir 1,8 Md USD dans son premier projet pétrolier offshore.

Le projet, évalué à 9 Mds USD, est mené en collaboration avec TotalEnergies et APA Corporation, et se concentrera sur le développement des champs de Sapakara Sud

et Krabdagu, qui contiennent ensemble des ressources estimées à environ 700 M de barils de pétrole. **La participation de Staatsolie pourrait rapporter au gouvernement entre 16 et 26 Mds USD sur les 20 prochaines années, en fonction des prix actuels du pétrole.**

Pour financer sa participation, Staatsolie examine plusieurs options, dont l'utilisation de ses propres réserves de trésorerie, l'émission d'obligations, la souscription de prêts, ou encore la formation de partenariats stratégiques.

Une évaluation du plan de développement est attendue cette année, ce qui permettra de finaliser les détails du projet et de confirmer le calendrier de production.

Venezuela

Rapport OPEP : Le Venezuela augmente très légèrement sa production de brut.

Le rapport de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), publié le 12 août, révèle que la production pétrolière du Venezuela en juillet s'est élevée à 928 000 barils par jour (bpj) selon les chiffres officiels, soit une augmentation de 5 000 bpj.

Les sources secondaires estiment quant à elles cette production à 852 000 bpj, en hausse de 7 000 bpj. Par ailleurs, le prix du pétrole brut Merey, avec une densité de 16 degrés API, utilisé comme référence par le Venezuela au sein du panier de l'OPEP, a reculé de 1,62 dollar par baril en juillet par rapport à juin, pour atteindre 67,61 dollars.

Croissance de l'industrie pharmaceutique: +42,22 % g.a au S1 2024.

Entre janvier et juin 2024, le secteur pharmaceutique vénézuélien a continué de se redresser, affichant une croissance de 42,22 % par rapport à l'année précédente dans la fourniture de médicaments.

Plus de 146 M d'unités ont été distribuées à travers le canal de commercialisation formel, selon le bulletin Faro Farmacéutico du Grupo LETI.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB prix courants (Mds USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)		Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.		2022	Variation par rapport à 2021	
Bolivie	12,1	49,3	2,5	1,6	-5,6	86,6	120	-2	4,8	
Colombie	51,9	386,1	0,6	1,1	-3	54,4	91	-3	5,3	
Equateur	18	121,6	2,3	0,1	0,9	n.a.	83	+12	1,5	
Guyana	0,8	21,2	33	33,9	22,8	31,1	95	+13	3,5	
Pérou	34,5	282,4	-0,6	2,5	-1,1	33	87	-3	2,4	
Suriname	0,62	4,3	2,1	3	2,1	87,9	124	-25	14,2	
Venezuela	29,7	102,3	-0,6	4,5	4,7	n.a.	119	+1	159,9	
Argentine	45,6	604,3	-1,6	-2,8	0,9	86,2	48	-1	149,4	
Brésil	204	2 331,3	2,9	2,2	-1,3	86,7	89	-2	3,79	
Chili	19,6	333,77	0,2	2	-3,9	40,5	44	-2	3	
Mexique	127,9	2 017	3,2	2,4	-0,7	55,5	77	+9	3,5	

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Olympe MAHE.

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr; mario.demenech@dgtresor.gouv.fr